POSTE VACANT DE JURISTE IA SOUS LE STATUT DE L'EMPLOYE PUBLIC (M/F) DANS LE GROUPE D'INDEMNITE A1

Infos clés

Carrière : Employé public (M/F) dans le groupe d'indemnité A1
Type de recrutement : Externe
Type de contrat : Contrat à durée indéterminée
Tâche : Tâche complète

Date limite de candidature : 25 novembre 2026
Date de publication : 19 novembre 2026

ORGANISME RECRUTEUR

Commission nationale pour la protection des données (CNPD)

ORGANISME D'AFFECTATION

Commission nationale pour la protection des données (CNPD)

MISSIONS.

Le candidat sera affecté au Service « Mesures de soutien à l'innovation » au sein de la division « Intelligence Artificielle, Innovation et Technologie » de la CNPD et il lui sera demandé principalement de :

- Contribuer à la mise en œuvre des activités de la CNPD liées à l'intelligence artificielle, à l'innovation et des technologies ;
- Assurer une veille continue sur les évolutions législatives et réglementaires en matière de protection des données, d'intelligence artificielle et de droit du numérique (ex : DGA, DA, DSA, DMA, NIS2, …) ;
- Analyser les implications juridiques des nouvelles technologies et fournir des avis éclairés sur la conformité et la protection des données ;
- Apporter son expertise aux projets retenus dans le cadre de bac à sable réglementaire, en collaborant avec les parties prenantes internes et externes pour garantir la conformité et l'innovation ;
- Contribuer au développement de guidances et de formations sur les aspects juridiques de l'intelligence artificielle et des technologies numériques aux équipes internes ;
- Contribuer aux travaux de groupes de travail et réseaux nationaux et internationaux dans lesquels la CNPD est représentée ;
- Participer activement à des actions de sensibilisation et d'information destinées au grand public, aux entreprises et aux entités publiques ;

- Contribuer aux travaux préparatoires des groupes de travail nationaux et européens ;
- Tenir à jour les procédures opérationnelles, modes opératoires, modèles de documents et outils de suivi du bac à sable, en fonction de l'évolution du cadre juridique et des retours d'expérience ;

PROFIL

Les candidats doivent être titulaires d'un grade ou diplôme de droit ou équivalent délivré par un établissement d'enseignement supérieur reconnu par l'Etat du siège de l'établissement et sanctionnant l'accomplissement avec succès d'un master dans un domaine en relation avec les compétences spécifiques recherchées ou de son équivalent. Les grades ou diplômes visés doivent être inscrits au registre des titres de formation prévu par la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles.

Compétences techniques :

- Disposer d'une parfaite expertise en droit en matière de protection des données ;
- Savoir appliquer la législation et la réglementation tant nationales qu'européennes relatives aux missions de la Commission nationale ;
- Connaître l'organisation ainsi que les procédures et processus internes de la Commission nationale.
- Connaissance approfondie de la réglementation sur la protection des données personnelles, ainsi que des législations relatives à l'intelligence artificielle et aux technologies numériques ;
- Disposer d'une excellente capacité analytique portant sur les textes de lois, règlements grand-ducaux et les jurisprudences ;
- Posséder une compréhension technique des technologies impliquant l'usage de la donnée, y compris les aspects techniques de la protection des données personnelles ;
- Excellent niveau d'expression écrite (juridique) en français et très bon niveau en anglais ;
- Maîtrise des fonctions avancées de Microsoft Word et bonne capacité d'adaptation à divers outils informatiques ;
- Excellente capacité d'analyse, de synthèse et de rédaction, face à des questions de droit complexes ;

- Savoir formaliser des procédures, des modes opératoires et des outils de suivi et de reporting ;

- Savoir vulgariser des notions juridiques complexes pour des supports de communication et des publics non spécialistes.

Compétences comportementales :

- Faire preuve d'une confidentialité et d'une discrétion absolue ;

- Être à même d'éviter toute forme de partialité ;

- Savoir déployer des qualités de « diplomate » ;

- Être en mesure d'adapter son discours à des profils non juridiques ;

- Comprendre le fonctionnement et les contraintes des acteurs concernés en la matière ;

- Être ouvert d'esprit ;

- Comprendre le fonctionnement et les contraintes des acteurs concernés en la matière ;

- Savoir travailler en équipe et en transversalité avec des profils variés (juristes, gestionnaires de projets, qualité, communication) ;

- Faire preuve de rigueur et du sens de l'organisation.

Langues :

Les candidats doivent répondre aux exigences de la connaissance des trois langues administratives pour le groupe de traitement A1. Une bonne maîtrise de la langue anglaise est requise.

Sont considérés comme des atouts :

- Expérience professionnelle dans le domaine de la protection des données ;
- Un intérêt prononcé pour les développements technologiques et les systèmes d'information ;
- Participation à des projets informatiques.

DOCUMENTS A FOURNIR

La candidature doit obligatoirement être accompagnée :

- d'une lettre de motivation ;
- du curriculum vitae, certifié sincère et mentionnant de façon détaillée notamment la formation scolaire et l'expérience professionnelle acquises antérieurement par le candidat ;
- d'une copie du/des diplômes et/ou certificats requis pour la formation demandée ;

Les candidats présentant des diplômes étrangers sont priés de joindre :

- l'inscription au registre des titres des diplômes universitaires, délivré par le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

ADRESSE D'ENVOI

Les demandes sont à adresser jusqu'au **26 novembre 2026** au plus tard à la

Commission nationale pour la protection des données
Service Ressources Humaines

15, boulevard du Jazz
L-4370 Belvaux

par voie électronique à l'adresse rh@cnpd.lu

RENSEIGNEMENTS

Madame Maryse Winandy, Tél: 26 10 60 – 1, E-mail: rh@cnpd.lu

COMMENTAIRES EVENTUELS

* Ce poste est ouvert aux ressortissants des Etats membres de l'Union européenne.